

LA FACE CACHÉE
DE LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

© L'HARMATTAN, 2009
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-10688-8
EAN : 978229609106888

Salah MOUHOUBI

LA FACE CACHÉE
DE LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

L'HARMATTAN

Du même auteur

Sous-développement et extraversion financière du monde arabe, Publisud, OPU, Alger-Paris, 1983.

La politique de coopération algéro-française : bilan et perspectives, Publisud-OPU, Alger-Paris, 1989.

L'Algérie et le tiers monde face à la crise, Ettarik, Alger, 1990.

L'Algérie au futur, Dar Ettakafa, Alger, 1992.

L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques, OPU, Alger, 1998.

Afrique. L'ère des turbulences, Casbah Editions, Alger, 1990.

Jeux d'enfants (roman), L'Harmattan, Paris, 2001

Le revenant (roman), L'Harmattan, Paris, 2002.

La mondialisation en marche, ENAG, Alger, 2004

Abaggar (roman), L'Harmattan, Paris 2004

Destins éclatés (roman), L'Harmattan, Paris, 2004.

La politique extérieure de l'Algérie et le nouvel ordre économique mondial : de 1970 à 1978, ANEP, Alger, 2005.

Le NÉPAD, une chance pour l'Afrique ?, OPU, Alger, 2005.

L'Honnête homme (roman), L'Harmattan, 2006

«...Cette situation est absolument inédite dans l'histoire et justifie la conviction que notre monde est à la veille d'un nouveau départ : un départ comme il n'y en a jamais eu dans l'histoire et qui exige une révolution de la plupart des prémisses jusqu'ici admises dans notre réflexion sur les affaires internationales ... Pendant de longs siècles, le thème central de la politique mondiale a été l'effort des grandes puissances existantes pour empêcher l'apparition de nouvelles». (Tibor Mende : «Réflexion sur l'histoire d'aujourd'hui» – Seuil – p 13).

INTRODUCTION

En un siècle environ, l'Occident a été à l'origine de deux graves crises financières et économiques qui ont fini par s'étendre au reste du monde. Ce sont des crises mondiales. En 1929, le krach financier de Wall Street contamina rapidement le reste de la planète. Il engendra, dans son sillage, une très grave crise économique mondiale. Pour la première fois, le monde a connu une dramatique dépression qui le plongea dans l'abysse durant des années. Cette crise a eu des répercussions d'une extrême gravité au niveau social, politique, et contribua à l'émergence des idéologies totalitaires. Le cours des relations internationales a été dévié de son sillon pacifique pour emprunter une voie tumultueuse et périlleuse. Car, une dizaine d'années après la bourrasque de Wall Street, la Seconde Guerre mondiale éclata qui a changé, elle aussi, la face du monde.

En 2007, le monde bascula dans le cauchemar. Une grave crise financière mondiale fit irruption suscitant la tourmente et surtout le désarroi des gouvernants de tous les pays. Les atermoiements constatés au début de l'apparition de ses premiers signes firent place rapidement à l'inquiétude. Des mesures sont prises dans la précipitation pour arrêter l'effondrement du système bancaire international. Paradoxalement, malgré les sommes colossales envisagées pour ranimer un système bancaire et financier moribond, les bourses jouent au yoyo et les cours du pétrole s'effondrent à vue d'œil. La raison en est toute simple. Contrairement à la crise économique de 1930 qui a mis plusieurs mois avant de prendre le relais du krach financier de Wall Street, la récession économique de 2008 a été d'une rapidité fulgurante. La crise financière a immédiatement atteint la sphère réelle faisant ainsi surgir le spectre d'une sérieuse récession économique mondiale. Cette seule perspective a contraint les banques à restreindre très sérieusement l'octroi de crédits renforçant ainsi les bases de la récession et surtout réussissant aussi à plonger les pouvoirs publics dans un pessimisme croissant, conforté en cela par les sombres prévisions des institutions internationales. En effet, les mesures prises pour éviter l'effondrement du système financier, d'une part, et encourager la relance des crédits bancaires, d'autre part, s'avèrent d'une troublante inefficacité. La confiance, qui est à la base des activités économiques et financières, s'évapora laissant place à des

comportements irréalistes. En fait, c'est une crise morale qui se superposa aux dérives financières et économiques. Le doute s'installe dans les esprits et l'on commence à s'interroger sur les fondements du capitalisme financier, sa finalité et surtout la moralité de ses thuriféraires. L'on découvre son opacité, son penchant inné pour les risques, son extraordinaire autonomie, l'absence de gardes-fous et pour finir son arrogance. En effet, on a érigé le système financier international au rang d'une divinité et ses acteurs, qu'on disait d'une intelligence hors du commun, étaient pratiquement déifiés. Ils agissaient selon un postulat de base : ce qui était bon pour eux, l'était forcément et indiscutablement pour le reste du monde. La preuve est donnée par le trader de la Société Générale qui a fait perdre à cette banque plusieurs milliards d'euros, en spéculant à l'abri de tout contrôle comme s'il était un citoyen pariant avec son argent dans un casino.

Le monde n'en est pas à sa première crise. Il en a connu dans le passé mais il en a vite oublié les enseignements. Pourtant, le constat est clair : c'est l'Occident qui les déclenche et les transmet à la planète entière. Mais, à chaque fois, il en sort plus revigoré et plus arrogant qu'avant. En sera-t-il de même demain, quand les effets de la crise actuelle seront annihilés ? Rien n'est moins sûr, car la mondialisation a cette vertu d'avoir permis à d'autres pays de s'imposer comme des acteurs majeurs de la scène internationale. Le partage du pouvoir mondial, qu'il soit politique ou économique, est plus que jamais d'actualité. Car la crise de 2007 l'a brutalement remis à l'ordre du jour.

Chapitre 1

Les crises récurrentes

La crise financière de 2007, avec dans son sillage la récession économique, n'est ni la première ni la dernière que le monde a connue et connaîtra. De 1929 à 2007, soit 80 ans environ, moins d'un siècle, il a été ébranlé par plusieurs crises. Cependant, celle de 1929 est la plus grave, et selon de nombreux analystes et observateurs, elle présente de sérieuses similitudes avec la crise de 2007. Pourtant entre 1929 et 2007, le monde a vécu des crises intéressantes à plus d'un titre comme, par exemple :

- la crise pétrolière de 1973 et ses conséquences ;
- la crise de 1986 ;
- la crise financière asiatique de 1997.

Ce sont ces crises qui seront analysées car il y a une trame qui les lie. Or, cette trame semble aussi caractériser la crise financière de 2007 et dans son sillage la récession économique mondiale.

Bien entendu, le monde a connu d'autres crises mais leur amplitude est limitée. A titre d'exemples, l'on peut citer les plus importantes qui ont éclaté au cours de ces vingt dernières années :

- 1987 : krach d'octobre qui a touché le marché obligataire et les marchés d'actions ;
- 1989 : crise des Junk bonds ;
- 1994 : crise économique mexicaine («crise Tequila») ;
- 1998 : crise russe («crise vodka») ;
- 2000 : crise turque ;
- 2001 : crise des Junk Bonds et faillite d'Enron ;
- 2002 : crise brésilienne et affaires Woldecour et Vivendi ;
- 2003 : affaire Parmalat.

Si nous ajoutons à cette liste les crises citées précédemment l'on arrive à un total de 11 crises sérieuses, en l'espace de trente cinq ans seulement, soit une crise tous les 3 ans environ. Cela fait beaucoup et cette donnée permet de conclure que des dysfonctionnements manifestes caractérisent le système financier international, d'une part et l'économie mondiale, d'autre part. Il faut observer que ces crises se sont déroulées dans un contexte mondial très particulier :

- généralisation du libéralisme, dérégulation et «emballement» de la mondialisation, sur le plan économique et financier ;

- fin de la guerre froide et émergence d'un monde unipolaire dominé par le libéralisme politique et économique sur le plan géopolitique.

Ce ne sont pas de simples coïncidences, car ces crises attestent de profondes mutations au niveau mondial. Elles ressemblent à des vagues de fond qui ont produit le «tsunami» de 2007 dont on commence à peine à mesurer la gravité.

1) – La crise de 1929 et ses conséquences

La crise de 1929 est devenue un cas d'école. Elle a été analysée, décortiquée et «scannérisée» sous tous les angles. Elle figure en bonne place dans les manuels d'économie et a ouvert la voie à des recherches de nature théorique très approfondies. Cette crise a donné lieu également à des recherches dans d'autres domaines car elle a eu des conséquences économique, politique et sociale. Des conséquences si graves qu'elles figurent en bonne place dans l'histoire contemporaine du monde.

Le monde moderne n'a jamais connu une crise de cette nature qui n'a épargné aucun pays ni aucun peuple. La planète entière fut envahie par ses tentacules qui ont failli la projeter en arrière, annihilant ainsi les progrès incommensurables réalisés par l'homme durant des décennies.

Le Professeur Henri Guitton a bien expliqué les causes du krach de Wall Street et la dépression qu'il a provoquée. Il relève ainsi que : «La crise qui éclata en 1929, la plus désastreuse que le monde ait subie, débuta aux États-Unis au mois d'octobre et s'étendit ensuite aux autres pays plus ou moins rapidement. Elle ne fut pas annoncée, comme les précédentes, par l'ascension de la courbe des prix et par le fléchissement de la courbe de la spéculation. Les cours des valeurs industrielles montaient de plus en plus haut, à la Bourse de New York, en 1928 et pendant les trois premiers trimestres de 1929, tandis que l'indice des prix des marchandises accusait une baisse légère. Soudain, à la fin d'octobre 1929, un krach retentissant secoua Wall Street, les cours des actions industrielles s'effondrèrent ; en un mois l'ensemble des valeurs cotées à la Bourse de New York subit une perte d'environ 32 milliards de dollars. Et la période de dépression commença, marquée par les phénomènes ordinaires qui la caractérisent : baisse des prix de gros, diminution de la production, réduction des profits, faillites, chômage... Très vite, elle (la crise financière) s'est amplifiée démesurément et s'est transformée en une crise mondiale de crédit et de déséquilibre des prix sur les divers marchés. La dépression qui l'a suivie s'est manifestée avec une intensité et une persistance exceptionnelles». (1) Et d'ajouter : «C'est pourquoi, constatant ce profond bouleversement dans sa structure économique, certains auteurs ont pu penser que la crise de 1929

n'était pas une simple crise de fonctionnement dans le régime capitaliste, mais une crise du régime lui-même. D'autres auteurs ont simplement dit : cette crise de 1929 a inauguré l'ère d'une grande dépression, c'est-à-dire un état critique prolongé... La crise de 1929 a marqué une altération certaine des structures. Elle ne semble cependant pas avoir sonné le glas du régime capitaliste». (2) Il est intéressant de souligner que le capitalisme qui n'a pas été menacé de disparition en 1929, alors que le marxisme, idéologie rivale était en vogue, ne le sera pas non plus par la crise des subprimes, apparue en 2007.

Poursuivant son analyse des effets de la crise de 1929, il observe : «La crise se marque par une accélération du nombre des faillites. Ces effondrements se manifestent d'abord dans la sphère bancaire et dans la sphère boursière... De l'extérieur bancaire et boursier, le mal gagne les parties profondes du système. Les usines défaillantes renvoient leur personnel. C'est le chômage.» (3)

La crise de 1929 présente d'étonnantes similitudes avec celle de 2007. La première et la seconde sont nées toutes les deux aux Etats-Unis qui la transmettent «illico presto» au reste du monde avec comme «prime» une dépression pour la première, celle de 1929, et une récession qui risque de prendre la forme d'une déflation, pour la seconde. Enfin, c'est du même endroit que sont parties ces crises : Wall Street. Ce sont les turpitudes du système bancaire et financier américain qui les ont engendrées. C'est-à-dire la même cause qui est à l'origine des profonds bouleversements qu'a connus le monde. Analysant de près les causes et les conséquences de la crise de 1929, le Professeur Maurice Niveau en déduit que «l'ampleur des faillites bancaires ne pouvait que paralyser, davantage encore, les décisions d'investir. 5096 banques suspendent leurs paiements entre 1929 et 1932. La structure morcelée du système bancaire américain est une première cause des faillites en chaîne. Il existe alors aux Etats-Unis près de 24 000 petites banques indépendantes, opérant sur un territoire très restreint et dont le succès ou la faillite dépend des conditions de l'activité économique de la région où elles sont situées». (4) Et de poursuivre : «Il faut donc, en dernière analyse, recourir aux facteurs psychologiques caractérisant le comportement du public américain : ayant accès aux sources de crédit, encouragé par la mise en scène intéressée des grands capitalistes, victime sans le savoir, des plus grosses escroqueries, le grand public «a marché»... Aucun autre pays n'était peut-être aussi bien doté que les Etats-Unis pour approvisionner en crédits un mouvement spéculatif de grande ampleur». (5) Ainsi, il y a toujours à la base, tant pour la crise de 1929 que pour celle de 2007, la spéculation.

En 1929, les Etats-Unis ont contaminé le reste du monde avec leur récession parce qu'ils représentaient 45 % de la production industrielle mondiale. En 2007, ce poids n'est que de 25% mais ils sont toujours aussi

puissants pour transborder la crise financière et la récession à la planète tout entière. Dans les deux cas, la crise est née aux Etats-Unis. La crise de 1929 s'est rapidement propagée au reste du monde car les Etats-Unis ont adopté de drastiques mesures protectionnistes et surtout décidé de rapatrier leurs capitaux à l'extérieur, notamment d'Allemagne, plongeant ainsi ce pays dans la crise la plus grave qu'il ait connue. Et surtout, cette crise a préparé le lit aux dérives politiques avec la montée fulgurante des idées totalitaires.

L'attitude égoïste des Etats-Unis a poussé chaque pays à adopter des politiques protectionnistes, restreindre par tous les moyens les importations et développer les exportations grâce à des dévaluations successives et sauvages des monnaies. Il n'est donc pas surprenant que les différentes tentatives de coopération internationale aient toutes échoué. D'ailleurs, la Grande-Bretagne abandonna l'étalon-or en 1931. Cette absence de perspective collective fait dire au Professeur Niveau que : « Afin d'éviter les dangers les plus immédiats de telles politiques un certain nombre de pays mettent sur pied des accords régionaux préférentiels et nécessairement discriminatoires vis-à-vis des pays tiers. C'est d'abord la Convention d'Oslo de 1930 liant les pays scandinaves, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg et la Finlande. Le 12 octobre 1932, la Grande-Bretagne et les pays du Commonwealth signent les accords d'Ottawa établissant la «Préférence impériale» qui contribuera largement à relancer les échanges entre les pays membres. A la suite de l'effondrement du système monétaire international en septembre 1931, une conférence économique mondiale se tint à Londres en 1933. Elle marque l'échec définitif des tentatives de coopération et donne le coup d'envoi aux dévaluations concurrentes et aux mesures bilatérales et protectionnistes qui se poursuivront jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le régionalisme, le bilatéralisme, la discrimination et l'instabilité, telles sont les caractéristiques de la politique du commerce extérieur des années 1930-1939». (6)

La crise de 2007 a fait une brutale irruption plongeant ainsi le monde dans la tourmente et les dirigeants politiques et économiques dans un invraisemblable désarroi. Au début, les pays, ont réagi en rangs dispersés. Les Etats-Unis, l'UE, et à l'intérieur de cette union l'on releva des divergences manifestes entre les pays membres, et l'Asie, en général, ont voulu réagir individuellement à la déferlante. Cependant, ils se sont vite aperçus que la crise est mondiale et que, par conséquent, il faut une action concertée et mondiale. Cette approche est aux antipodes des politiques égoïstes suivies en 1929. Cependant, il y a une nuance, et elle est de taille. Cette fois-ci, l'on est conscient des dangers des politiques strictement nationales mais chaque pays est encouragé à prendre des mesures de relance, contribuant ainsi à la relance de l'économie mondiale. C'est le résultat des décisions du G20 qui s'est réuni à Washington en novembre 2008. La composition du G20 corrobore cette

assertion puisqu'il ne regroupe que des pays ayant un poids économique avéré, ou financier comme l'Arabie Saoudite.

Cependant, l'on relève tout de même une autre nuance : le G20 représente les pays riches, même si beaucoup d'entre eux sont des nations émergentes et, issues de l'hémisphère sud. C'est une indication qui donne un aperçu des desseins politiques non avoués. Heureusement que la réunion de Doha (Qatar), regroupant 25 chefs d'Etat africains, est venue rappeler à la communauté internationale, en général et au G20, en particulier, que les pays pauvres sont les premiers à pâtir de la crise et qu'ils sont donc, de fait, partie prenante dans les tractations pour la juguler, d'une part et participer à la réforme du système financier et monétaire international, d'autre part.

Justement, autre similitude avec la crise de 1929, celle de 2007 a révélé la nécessité absolue de réformer le système financier international. Or, en 1929, on a échoué à le faire et en 2007 on a opté pour le statu quo mais en accroissant seulement le rôle de surveillance du FMI des 30 plus grandes banques dans le monde.

En 1929, et durant les années de dépression, la pensée économique reposait sur un libéralisme sans concession. Adam Smith régnait sur les esprits et l'économie. Les Etats-Unis étaient ainsi désarmés face à l'oppression du marché. Les tenants de ce libéralisme excluaient toute intervention de l'Etat dans la sphère économique et financière. Ils s'accrochaient fermement aux vertus et à la capacité du capitalisme de juguler la crise et de rebondir avec plus de vigueur et d'ambition. En 2007, et heureusement que Keynes est venu au monde avec une autre théorie qui rehausse le rôle de l'Etat dans la sphère économique et financière, l'Etat est intervenu partout, y compris aux Etats-Unis, véritable citadelle du libéralisme, pour éviter le pire. Sans l'intervention de l'Etat, le système bancaire se serait effondré, ce qui aurait provoqué un désastre planétaire. Le monde aurait, dans ce cas, basculé dans le désordre et la tyrannie.

Les crises de 1929 et de 2007 présentent, comme on a pu le constater, des similitudes manifestes, même si 80 ans les séparent. Nées aux Etats-Unis, elles ont fini par envahir le reste du monde. La puissance dominante des Etats-Unis et surtout leur unilatéralisme croissant qui a atteint son paroxysme à partir des années 90, sont responsables des deux crises. Ils enfantent des crises majeures et c'est le monde qui paie la facture.

La crise de 1929, et surtout la dépression qu'elle a provoquée, a entraîné inexorablement le monde vers des dérives incontrôlables. L'histoire retiendra qu'elle a été le terreau fertile dans lequel ont germé des idéologies totalitaires qui ont changé le cours des relations internationales. Ce nouveau

cours a conduit directement à l'écllosion du second conflit mondial environ vingt ans après la fin du premier. C'est dire qu'une crise peut en cacher une autre. On n'est jamais sûr d'en venir à bout des «effets secondaires» qu'elle peut provoquer à l'avenir.

Il faut également souligner que ces deux crises majeures sont nées aux Etats-Unis mais qu'elles ont atteint de manière frontale d'abord les pays développés occidentaux. En 2007, c'est le cas avec une autre nuance, c'est que la crise sera implacable pour les pays en voie de développement.

En fait, que ce soit en 1929 ou en 2007, la crise est typiquement occidentale. En 2007, elle est due, en partie, au décloisonnement et à l'intégration des marchés financiers occidentaux, mondialisation oblige. Une mondialisation effrénée, voulue et imposée, sans ménagement, à la planète entière. Une mondialisation aux couleurs de l'Occident.

II) – La crise pétrolière de 1973/1974 et ses répercussions économiques et financières

En 1973/1974, il s'est produit un événement unique dans les annales des relations économiques et financières internationales. Un groupe de pays producteurs de pétrole est parti à l'assaut de la toute- puissante citadelle occidentale qui tenait tous les leviers de l'économie et de la finance mondiales. Un «choc civilisationnel» car le défi est inédit. L'Occident ne s'attendait pas à une telle témérité de la part de quelques pays qui, il n'y a pas si longtemps, étaient sous son emprise coloniale. Cette audace a fait dire à Pierre Mayer : «Nous sommes au milieu d'un monde qui se déchire et qui meurt, un monde rompu». (7) En effet, après 1973/1974, le monde ne sera plus comme avant.

Chose impensable, les pays producteurs de pétrole ont tout simplement décidé de quadrupler le prix du baril sans demander l'avis des pays consommateurs, ni même entamer au préalable des négociations. Unilatéralement, ils ont décidé de valoriser le prix de leur unique richesse pour défendre leur droit au développement. Cette décision, juste et légitime, n'était pas un acte de guerre et encore moins une volonté de mettre à genoux l'économie mondiale mais seulement un acte souverain pour imposer le respect des intérêts évidents de pays en voie de développement.

Cependant, cet acte s'avéra être un véritable bouleversement mondial puisqu'il a ôté aux pays consommateurs un levier vital : la décision de fixer eux-mêmes le prix de l'énergie qu'ils importaient. Ainsi, ils perdaient à la fois un pouvoir politique et un pouvoir économique. De plus, cet acte les plongea dans une véritable crise économique et financière : ralentissement de la croissance,

chômage et déficits budgétaire et commercial...et assèchement du secteur bancaire international (transferts des capitaux vers les pays producteurs). Les pays pétroliers ont mis fin aux «trente glorieuses» – 1945-1975– période ininterrompue de croissance en Occident.

Cette croissance et cette prospérité de l'Occident se sont faites au détriment des pays de l'hémisphère sud. En effet, il a continué à exploiter leurs richesses, comme du temps de la colonisation, à des prix bas contrairement à la rationalité économique. Ces matières premières lui ont permis de se développer très rapidement alors que le tiers-monde s'enfonçait dans la misère. L'un s'industrialisait et se modernisait, l'autre périssait. Les échanges étaient si inégaux que des économistes de renom, tels que Raoul Prebisch, Charles Bettelheim et Samir Amin ont développé de remarquables théories sur les rapports iniques entre le Nord et le Sud. Le pétrole et le gaz étaient fournis à l'Occident à des prix si bas que les pays producteurs ont dû réagir en 1973/1974, pour les augmenter. En fait, c'est un rattrapage des manques à gagner enregistrés depuis des décennies. D'ailleurs, après cette décision, le tiers-monde revendiqua l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. Pour Daniel Colard, «le coup d'Etat pétrolier a servi de catalyseur et de détonateur au nouvel ordre économique international ou mondial». (8)

Le Professeur Serge Christophe Kolm synthétisa de manière magistrale les effets de cette crise d'un trait alerte et combien précis, en ces termes : «Mil neuf cent soixante quatorze : dans tout le monde capitaliste une vague de licenciements déferle ; le chômage, oublié depuis plus d'une génération dans la plupart des milieux, montre de nouveau son visage grimaçant ; les inventus s'accumulent dans les stocks des entreprises ; des ateliers ferment leur porte ; des machines s'arrêtent ou tournent au ralenti ; alors que des centaines de millions de personnes, dans les pays les plus riches comme dans les pays pauvres, ne demandent qu'à jouir de la société de consommation qu'on leur annonce à grande publicité mais dont ils ne voient que des bribes ; la production industrielle tombe d'un coup du dixième ou du cinquième, les bénéfices de bien davantage quand ils ne deviennent pas des pertes et la valeur des actions s'effondre ; les profits croulent comme jamais depuis la grande crise des années 30 ; les faillites se multiplient ; les bourses connaissent leur plus grande dégringolade depuis le «mardi noir» de 1929 ; les salaires de ceux qui restent employés, leur pouvoir d'achat fondent au soleil de l'inflation ; la croissance, qui en vingt cinq ans a provoqué la plus rapide transformation matérielle que le monde ait jamais connue, s'arrête et s'inverse en décroissance.. Dix sept millions de personnes sont bientôt au chômage dans la zone d'OCDE, ce club de pays riches, plus de six millions dans la CEE...». (9) Et d'ajouter pour montrer l'impact de cette crise sur l'un des fondements de l'économie mondiale : «Le système monétaire international vole en éclats en 1973. Pas

seulement le système construit à Bretton Woods en 1944 et qui a permis les trente ans de croissance et de prospérité, mais plus généralement l'immémorial système où les parités sont fixées et garanties par les Etats. Les liens entre les monnaies éclatent. L'appareil des taux de change fixes se disloque. Le flottement général des monnaies s'installe. Leurs valeurs entre elles se mettent à fluctuer sans cesse et de façon imprévisible. Les Etats cessent de garantir leur monnaie nationale». (10) Et de conclure sur un ton péremptoire que : «Les événements de 1971 à 1973 sont plus qu'une crise monétaire internationale, plus même qu'une crise du système monétaire international au sens de règles auxquelles les Etats devraient ou voudraient se conformer... Ce n'est pas un nouveau jeu dans les règles, ni une transformation des règles, ni l'adoption de nouvelles, mais la disparition de toute règle, le face à face brute et franc des égoïsmes politiques et marchands». (11)

Les pays membres de l'OPEP ont donc été les précurseurs de nouveaux rapports entre le Nord et le Sud pour l'instauration du nouvel ordre économique mondial car le fossé les séparant devenait de plus en plus dangereux. A l'époque, il constituait un point nodal des relations internationales.

Dans sa préface au livre du Professeur Angelopoulos, Josué de Castro, ancien directeur général de la FAO, lança ce cri d'alarme devant l'insouciance de la communauté internationale et ce, en 1972, c'est-à-dire avant le «choc pétrolier» de 1973/1974. «Un des aspects le plus menaçant, écrit-il, et le plus révoltant de cette crise mondiale réside dans la disparité des vitesses de croissance de la richesse de deux groupes de pays antagonistes : le groupe des pays riches et bien développés et le groupe des pays pauvres et sous-développés. Cette disparité a créé et maintient le phénomène mondial du sous-développement considéré, à juste titre, comme le plus grand scandale de notre siècle. Le fossé entre les deux groupes ne cesse de s'élargir, on ne parle même plus de le combler, ce serait utopique. On parle plutôt de jeter les ponts sur l'abîme qui les sépare». (12) Poursuivant, il ajouta : «Les régions sous-développées sont maintenues dans une situation économique toujours défavorable par la force des circonstances et non par la force des choses; par la force des inconstances politiques ou historiques, principalement le colonialisme politique et économique qui a placé ces régions en marge du processus de l'économie mondiale en évolution rapide». (13) Cette constatation de l'élargissement dangereux du fossé n'échappe pas aussi à Alfred Sauvy qui accuse ainsi les pays riches : «Vous les riches qui possédez les trois-quarts de la richesse de la planète, vous commettez le crime de les gaspiller, vos différences intérieures sont de bien faible dimension, comparées à la vie de plus d'un milliard d'hommes. Il y a une génération, les canons l'ont emporté sur le beurre et voilà qu'aujourd'hui le choix se pose entre vos canons et notre beurre, ou

plus exactement entre vos fusées et notre pain de demain. Si un jour, un malheur arrive à la planète et s'il reste un historien pour le décrire, il vous imputera la plus lourde faute que jamais aucun homme ait commise sur terre. Les crimes d'un Caligula, d'un Attila, d'un Hitler ne sont rien en dimension, par rapport à ceux que vous préparez : tuer les uns avec ce qui pourrait faire vivre les autres». (14)

La crise de l'énergie n'est donc pas un simple fait de nature conjoncturelle et l'on comprend pourquoi les pays pétroliers sont depuis cette date dans le collimateur des pays occidentaux. Il faut se souvenir de cette menace de Kissinger, alors secrétaire d'Etat, qui leur donna rendez-vous dans dix ans. Une menace à peine voilée mais qui s'avéra dix ans après, bien réelle puisqu'elle plongera les pays pétroliers à leur tour dans une grave crise économique. En 1986, le calvaire commença pour eux avec une double baisse brutale du prix du baril et du dollar.

Les années 73/74 ont ouvert une véritable brèche dans le système international conçu et organisé par l'Occident et ce, malgré le contexte de la guerre froide. C'est donc un véritable défi à sa puissance et au pouvoir mondial qu'il détenait depuis le XVIII^e siècle. «Le 16 octobre 1973, écrivait à juste titre le Professeur Daniel Colard, est une date que les écoliers de l'an 2000 apprendront sûrement dans les manuels. C'est le coup de tonnerre du Koweït qui va bouleverser l'économie mondiale. Une sorte de Bandoeng économique qui survient après le Bandoeng politique de l'année 1950 et qui traduit la montée en puissance du tiers-monde sur la scène internationale... Pour la première fois, un groupe de petits pays arabes et en voie de développement, membres de l'OPEP, dicte unilatéralement sa loi aux consommateurs riches et s'entend pour utiliser l'arme du pétrole à des fins politiques». (15) Et d'ajouter : «L'histoire des relations internationales est jalonnée de quelques grandes dates qui en marquent les principaux tournants. On connaît 1789 et la Révolution française, 1917 et la Révolution russe, 1929 et la crise économique, 1945 et la révolution nucléaire, 1949 et la Révolution chinoise. A cette liste non limitative, il conviendra d'ajouter désormais 1973 et la crise de l'énergie». (16)

C'est dire que l'action des pays producteurs de pétrole figure en bonne place dans l'histoire contemporaine du monde puisqu'elle a contribué à donner un autre cours aux relations internationales. Or, et c'est là le paradoxe, ce sont les pays développés qui les ont poussés à revaloriser le prix du pétrole. En effet, les pays consommateurs ont délibérément, et durant des décennies, bloqué le prix de l'énergie pour assurer une croissance continue de leurs économies au détriment du développement des pays producteurs. Ils ont donc poussé, et même contribué, à ce que ces pays procèdent unilatéralement à la revalorisation du prix du baril. Ils ont déclenché la crise, se sont posés même en victimes et

puis, en un tournemain, ils ont résolu leurs problèmes en récupérant largement d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre main.

Ainsi un groupe de pays a mis à genoux momentanément tout l'Occident. La croissance recula, le chômage augmenta, les déficits, budgétaire et commercial, se creusèrent et surtout, il vit son pouvoir mondial vaciller alors qu'on était en pleine guerre froide. Il était donc plongé dans une profonde crise qui lui rappelait la dépression de 1929. La valorisation du prix du baril opérant une véritable ponction sur ses ressources, un véritable «impôt sur la fortune» et il avait un besoin pressant et vital d'importants capitaux pour éviter un désastre. Pour ce faire, deux voies s'offraient à lui : attirer les excédents des pays pétroliers pour faire redémarrer leurs économies et développer les exportations vers le tiers-monde en endettant ce dernier. Ainsi, grâce au recyclage des pétrodollars, les pays développés ont encouragé l'endettement du tiers-monde. Par ce biais, ils ont récupéré la mise, dépassé la crise qui les a surpris, entraîné les PVD dans la spirale de l'endettement et neutralisé les pays de l'OPEP. En un tour de main, l'Occident est passé de la crise à la prospérité tout en enfermant le tiers-monde dans le piège de l'endettement bancaire. Une fois de plus, ce sont les pays de l'OPEP qui l'ont aidé dans cette entreprise en recyclant leurs excédents sur le marché de l'eurodollar. Le comble est que la plupart d'entre eux se sont, par la suite, retrouvés débiteurs vis à vis des banques qui recyclaient leurs excédents.

Les crédits bancaires privés se sont donc substitués à l'aide publique en provenance des pays développés grâce au recyclage des surplus des pays de l'OPEP. Cette situation exceptionnelle et favorable à tous points de vue aux pays développés n'échappa pas à Stoléru, un ancien ministre français : «La satisfaction, pour les banquiers, de voir affluer de gros dépôts arabes était néanmoins tempérée par un souci réel ; trouver très rapidement à qui prêter d'aussi grosses sommes, de préférence à un taux d'intérêt supérieur à celui servi aux déposants ... Les prêter à des entreprises américaines, européennes ou japonaises ? Oui, bien sûr, mais cela ne pouvait aller très loin : le climat n'était pas aux grands programmes d'investissement... Il y avait mieux à faire : les prêter à ceux qui étaient complètement étranglés par la crise et qui étaient prêts à payer n'importe quel prix pour desserrer le garrot, c'est-à-dire aux pays pauvres... C'est par ce mécanisme que l'on comprend le bilan final de dix ans de crise pétrolière : 600 milliards de dollars d'excédent financier pour les pays pétroliers et 600 milliards de dollars de dette pour le tiers-monde. Ce n'est pas un hasard si ces deux chiffres sont égaux, c'est le résultat d'un long processus par lequel les pays riches ont peu à peu tiré leur épingle du jeu pour laisser face à face les pays pétroliers et le tiers-monde, en se bornant à jouer le rôle d'entremetteur financier... En dix ans de 1974 à 1984, les pays riches ont passé au tiers-monde le mistigri de la crise, c'est-à-dire 600 milliards de dettes». (17)

L'endettement massif du tiers-monde, processus initié et soutenu tout au long d'une période bien déterminée par les puissances industrialisées, constitue indubitablement un tournant capital dans les relations économiques et financières internationales. Cet endettement a entraîné son affaiblissement. En effet, l'échec des théories et des politiques de développement et le recours à l'endettement ont fragilisé le tiers-monde et bouleversé ses repères ; il a été entraîné dans la seule et unique voie tracée par un processus ressemblant beaucoup plus à un rouleau compresseur, suscité et voulu par les pays riches et aggravé notamment après la chute du mur de Berlin. C'est la dette extérieure des pays pauvres qui a conduit à leur immersion dans la mondialisation. Les contours des causes qui ont déclenché le processus de l'endettement du tiers-monde sont maintenant bien cernés. Un rapide survol historique le montre aisément.

Avec l'émancipation politique des colonies dans les années 60, les pays développés, et surtout les anciennes puissances coloniales, étaient obligés de rivaliser pour atteindre des taux de croissance économique les plus élevés, en escomptant toujours un accès très avantageux aux matières premières. L'idée était de tirer cette croissance par les exportations en direction des pays en voie de développement. Le système bancaire international privé devait constituer le fer de lance de cette vision stratégique tant sur le plan politique que sur le plan économique. Des structures nationales ont vu le jour pour soutenir l'action du système bancaire privé avec la création ou le renforcement d'institutions (système d'assurance) et en refinançant les opérations de commerce international (par exemple, l'EXIMBANK, aux États-Unis et au Japon, la Banque Française du Commerce Extérieur, en France, etc).

Richard Lombardi, banquier américain très avisé en matière de finance internationale et de ses enjeux politiques, met en évidence le lien étroit qui existe entre le commerce et la dette, en citant l'exemple des États-Unis (pour mémoire, il faut savoir que les banques américaines détiennent plus de créances sur le tiers-monde que l'ensemble des autres banques étrangères). Il observe que : «Pour mieux cerner le dilemme des exportations, on a pu estimer que les quatre cinquièmes (80%) des nouveaux emplois créés aux États-Unis de 1977 à 1980 sont liés à l'essor des exportations durant cette même période. Et ce n'est pas un hasard si ces chiffres de croissance paraissent proportionnels à ceux de l'augmentation de la dette du tiers-monde. De même, lorsque les banques ont cessé d'ouvrir des crédits au Mexique, en 1982, les États-Unis ont perdu plus d'emplois au cours du semestre suivant qu'en trois années de crise de l'automobile. Selon le représentant commercial américain de l'administration du président Ronald Reagan, William E. Brook, la crise de la dette mexicaine a fait perdre quelque 240 000 emplois aux États-Unis». (18)

Il est évident que les exportations en direction du tiers-monde sont un véritable enjeu politique et économique pour les pays développés. Une véritable course «aux crédits» pour financer les exportations a vu le jour. En effet, le financement des exportations est devenu un élément important et vital dans la compétitivité. Toujours selon Lombardi, qui cite l'exemple de la Corée du Sud, «au début des années 1970, les Etats-Unis et le Japon se sont livrés à une véritable guerre du crédit fournisseur afin d'exporter vers la Corée du Sud. Et le gouvernement de Séoul a pu ainsi persister dans sa frénésie d'achats : usines de textiles synthétiques avec accords commerciaux privilégiés concernant l'approvisionnement de marchés américains déjà déprimés (effet boomerang), gigantesques complexes sidérurgiques, trois centrales nucléaires, un chantier de construction navale et une pléiade d'autres projets qui, tous, font appel à des machines et des capitaux étrangers et dont la rentabilisation dépend en fait des marchés du Nord. La guerre du crédit en Corée du Sud s'est par la suite étendue aux fournisseurs français, allemands et anglais». (19)

Les opérations avec l'étranger ont insufflé indéniablement une remarquable impulsion et une dynamique au système bancaire privé international qui a ainsi contribué à la consolidation de la division internationale du travail dans l'intérêt des pays industrialisés. Cependant, le phénomène le plus spectaculaire réside dans le développement du marché de l'eurodollar qui a favorisé et accéléré l'internationalisation des activités bancaires. Le tiers-monde est devenu un immense marché pour les pays développés et un centre de profits considérables pour les banques internationales. Selon une étude financière de Salomon Brothers, que cite Lombardi, les bénéfices des treize plus grandes banques américaines sont passés de 177 millions de dollars, en 1970, à 836 millions de dollars, en 1975, dont la plus grande partie est réalisée sur des opérations avec le tiers-monde. Pour la seule année 1976, la Chase Manhattan Bank réalisait 78 % de ses bénéfices à l'étranger, la Citibank 72 %, la Bank of America 40 %, la First of Boston 68 %, la Morgan Guaranty 53 % et la Manufacturer Hanover 56 %. Quant à la BNP, banque française (qui figure dans le peloton de tête des banques mondiales), on estime qu'elle réalise à travers ses filiales africaines un bénéfice net plus important qu'avec son réseau intérieur proche du seuil de la rentabilité. On avance même que le Nigeria, pays pétrolier représentait, à lui seul, 20 % de ses activités dans les années 70.

Au cours de la décennie 70/80, l'on assiste à une augmentation vertigineuse de l'endettement du tiers-monde. La conjonction de deux facteurs a effectivement entraîné un alourdissement de la dette des pays en voie de développement. C'est le second cycle de leur endettement. Il y a, d'une part, la crise économique qui affecte les pays industrialisés et qui couvait depuis les années 60 et, d'autre part, la progression considérable du marché de l'eurodollar alimenté par les surplus des pays pétroliers, par le biais du recyclage.

Il est important de ne pas occulter le contexte des années 60. En effet, les États-Unis menaient la guerre au Vietnam en la finançant par une création monétaire excessive. Cette injection monétaire a largement contribué à l'alimentation de l'inflation mondiale et à l'emballement des économies occidentales, en général. Vers le milieu des années 70, le revers de la médaille commençait à apparaître : inflation, chômage, stagflation, crise de l'appareil productif devenaient la préoccupation des pouvoirs publics de tous les pays développés, en particulier.

La crise latente qui couvait ainsi depuis des années a été exacerbée brutalement par le premier choc pétrolier en 1974 qui a porté l'estocade à des économies déjà profondément malades. Les premiers effets négatifs de cette crise ont été l'apparition de 17 millions de chômeurs dans la zone de l'O.C.D.E qui regroupe les pays les plus développés. Cette crise a pris de vitesse tout le monde et a causé le désarroi chez les gouvernants qui étaient incapables de la juguler car insaisissable par la force de son irruption. Les économistes les plus avertis n'ont pu proposer que d'inaudibles balbutiements comme éléments de thérapie à l'éclosion soudaine du mal. Il faut dire, à leur décharge, que les instruments traditionnels de la politique économique s'étaient révélés d'une inefficacité effrayante, preuve de l'ampleur de cette crise. D'ailleurs, le professeur Kolm s'est fait, en quelque sorte, l'interprète de ce désarroi en décrivant ses premières répercussions sur tous les pays développés. En effet, les chiffres qu'il avance sont éloquentes : «La production industrielle des pays de l'O.C.D.E, écrit-il, s'affaisse de 10 %. Leur produit global décroît de 4 % en un an alors que les capacités de production augmentent de ce pourcentage sans usage. Il baisse de 7 % en dix-huit mois aux États-Unis au lieu de monter d'autant comme il était normal. En France, l'ex-champion atlantique de la croissance, la production industrielle s'effondre de 15 %. Au Japon, ex-champion toutes catégories de la croissance, elle s'écroule de 20 %. La production nationale arrive début 1975 en dessous de la production possible par l'emploi normal des moyens de production, de 8 % en France, en Angleterre et en Italie, de 11 % aux États-Unis et en Allemagne, de 15 % au Japon». (20)

Cet observateur pertinent et averti de cette époque va encore plus loin dans son analyse en affirmant : «Surtout, cela est nouveau : tous les indices d'emploi, de profit, de croissance, de hausse du pouvoir d'achat, etc., concordent : ils sont au pire depuis 1940. Depuis la Seconde Guerre mondiale, il y a eu des «réajustements» de la production, des «refroidissements» de l'activité économique, des «essoufflements» et des «ralentissements» de la croissance provoquant des «fluctuations» de son taux qui reste positif. Mais même le mot «récession» est trop fort pour désigner ces affaiblissements

passagers, mil neuf cent soixante-quatorze est la première crise économique du demi-siècle». (21)

L'aveu de cet économiste réputé pour sa rigueur confirme à la fois, le désarroi de toute une génération d'économistes et la nécessité vitale et impérieuse pour les pays développés de se redéployer pour sortir de l'engrenage de la crise. C'est ce qui explique leur stratégie en direction du tiers-monde pour lui «transférer» les effets les plus pernicioeux de leur crise par le biais du développement de leurs exportations financées grâce à la mise en place de crédits qui allaient, par la suite, l'enfoncer profondément dans le gouffre de l'endettement. C'est le prélude à leur intégration dans la mondialisation en marche.

Ce rapide rappel ne saurait faire oublier que l'insertion, à partir des années 70, des pays producteurs de pétrole, en particulier, dans les marchés internationaux privés de capitaux a également permis aux pays industrialisés de limiter les effets de la crise économique et sociale qui les affectait déjà. C'est l'autre facette de la mondialisation.

Il fallait donc stimuler la croissance économique, à l'état moribond des pays développés, par les exportations, en utilisant une partie des liquidités nouvelles mises à la disposition de leurs banques. De 1972 à 1980, c'est en moyenne 66 nouvelles banques qui participent chaque année à la syndication de crédits internationaux : le volume des prêts bancaires internationaux consentis aux pays du tiers-monde s'accroît, quant à lui, au rythme annuel de 20 %, soit pratiquement en proportion directe de l'essor du marché de l'euro dollar. (22) De ce fait, entre 1970 et 1980, les crédits à l'exportation en faveur des pays en voie de développement ont connu un essor fulgurant. En 1980, par exemple, l'Eximbank des Etats-Unis a participé à la vente de plus de 100 milliards de dollars de matériels et diverses marchandises au tiers-monde. Globalement, les marchés du tiers-monde représentaient pour les Etats-Unis, en 1980, 30 % des profits des sociétés américaines, 20 % du produit industriel et environ 25 % du revenu agricole. (23)

A la fin des années 70, en Grande-Bretagne, par exemple, 42 % du matériel de construction, 33 % des nouveaux avions et 32 % des machines textiles étaient destinés aux marchés des pays en voie de développement. Quant à la France, 65% des exportations totales en direction du tiers-monde bénéficiaient d'une garantie de l'Etat français. L'essentiel est d'exporter pour stimuler la croissance économique. En cinq ans, de 1978 à 1982, la dette du tiers-monde est passée de 350 à 626 milliards de dollars. L'encours des crédits à l'exportation est ainsi passé de 85 à 148 milliards de dollars, tandis que les prêts

des banques associés à ces opérations ont atteint 210 milliards de dollars en 1982 contre 105 en 1978. (24)

Par leur politique d'exportations, pour tirer leur croissance économique, qui a entraîné l'alourdissement de la dette des pays en voie de développement, les pays développés leur ont transféré insidieusement et graduellement la crise au tiers-monde. Le redéploiement stratégique des économies développées a engendré une autre approche à l'égard des pays endettés. En effet, dès le début des années 80, les pays industrialisés ont éliminé les effets les plus négatifs de la crise, ce qui leur a permis de poser le problème de la dette du tiers-monde, en général, à la faveur du cas du Mexique. Il faut noter que dès le déclenchement de la crise qui a affecté ce pays, les banques créancières ont créé une véritable psychose de l'endettement. Le financement des activités domestiques des pays développés devient la priorité dans le nouveau contexte car les opérations bancaires internationales s'avèrent incertaines à cause de l'alourdissement de la dette du tiers-monde. Subitement, les banques rechignent à mettre en place de nouveaux crédits en faveur des pays endettés et exigent le strict respect des échéances pour le remboursement de leurs dettes. C'est la politique d'étranglement. Ce n'est plus le monde développé qui est en crise mais le tiers-monde parce qu'il ne peut plus honorer correctement ses engagements, c'est-à-dire le service de la dette.

On généralise le cas de quelques pays, en particulier celui du Mexique, à l'ensemble des pays endettés dans le but avoué de créer la confusion et des situations de tension. Le résultat est bien connu : environ 50 pays sont mis sous haute surveillance par le Fonds Monétaire International pour avoir choisi, parce qu'il ne pouvait pas en être autrement, le rééchelonnement de leurs dettes. Cette institution financière internationale s'éloigne donc de ses objectifs prévus par ses statuts pour prendre en charge sous des subterfuges notoires le recouvrement de la dette.

Parmi les autres facteurs qui ont contribué à l'aggravation de la dette du tiers-monde, il faut signaler la conjonction d'autres faits. En effet, le transfert de la crise par les pays développés aux pays du tiers-monde s'est opéré dans le cadre d'une stratégie d'ensemble qui a abouti à des résultats dramatiques. La revalorisation du prix des hydrocarbures a généré un transfert de ressources financières supplémentaires des pays consommateurs vers les pays producteurs. Selon le cas, ces ressources ont été utilisées de deux manières :

- une partie importante a été consacrée à financer la modernisation des économies occidentales. Ce sont les pays développés qui ont récupéré l'essentiel de cette manne ;

- le surplus est allé alimenter le marché des euromonnaies constitué par le système bancaire privé international qui, à son tour, le prêta au tiers-monde.

Cette situation engendrée par les surplus financiers, communément appelés «pétrodollars», a poussé les pays développés à concevoir une stratégie globale de réponse à la crise. En clair, il s'agit de transformer les données dominantes négatives pour leurs économies en éléments de puissance et de domination, car c'est exactement ce qui s'est produit une dizaine d'années après. Dès son élection à la présidence de la République française, en 1974, Giscard d'Estaing a bien déclaré : «Le monde est pauvre parce qu'il ne sait pas où il va» ou encore : «Il faut gérer l'imprévisible». Ces petites phrases annoncent implicitement la nécessité d'une stratégie pour rendre le monde plus sûr et plus «gérable» donc, tout simplement, plus favorable aux intérêts des pays développés et plus attentif à leurs pulsions. C'est là le message qu'il convenait de comprendre.

Depuis les années 70, jusqu'à la crise mexicaine de 1982, un système asymétrique s'est mis en place pour régenter les relations financières internationales. C'est ainsi que l'aide publique au tiers-monde a décliné puis a stagné pour s'amenuiser avant de chuter. Cette situation n'échappa pas aux organisations internationales et aux pays en voie de développement qui ont déploré une telle tendance dont les conséquences dramatiques étaient tout à fait prévisibles. Simultanément, les banques privées se substituèrent à l'aide publique, en offrant des crédits de toute nature aux pays en voie de développement. Richard W. Lombardi relève qu'en 1975, les banques multinationales avaient enlevé aux organisations multilatérales chargées du développement la première place parmi les fournisseurs de crédits au tiers-monde. Et en 1980, les banques commerciales comblaient près des deux tiers des besoins de financement extérieur des pays les plus pauvres, contre 15 % seulement en 1970. L'effet de cette modification structurelle de la nature des flux financiers dirigés vers le tiers-monde ne s'est fait pas attendre. Depuis le début des années 80 et de la troisième décennie du développement une quarantaine de pays ont conclu ou sollicité un accord de rééchelonnement ou se sont retrouvés de facto avec de substantiels arriérés dans le remboursement des crédits bancaires. Par ailleurs, il faut savoir que les banques empruntent au taux du marché international (par exemple, LIBOR) et reprêtent aux pays en voie de développement à ce même taux plus une marge (spread) qui représente le risque-pays et d'autres commissions. Les banques réalisent ainsi des profits considérables. (25)

Ainsi donc, la récupération par le système bancaire privé international d'une partie importante des revenus pétroliers des pays de l'OPEP, a non seulement donné un coup de fouet aux opérations bancaires internationales mais a renforcé et dynamisé le marché de l'eurodollar. Ainsi, de 1974 à 1978, ce sont 44 milliards de dollars qui ont été déposés auprès des seules banques américaines ; 55 milliards de dollars ont rejoint le circuit du marché de

l'eurodollar tandis que 11 milliards ont été mis à la disposition des organisations internationales ; 40 milliards ont été placés auprès des pays développés. Les pays en voie de développement ont reçu, au cours de cette période, 38 milliards de dollars d'aide non liée (qui a été malgré tout retransférée en grande partie vers les pays développés). En fin de compte, ce sont quelque 188 milliards de dollars qui ont été recyclés auprès des pays développés au cours de la période 1974-1978.

Il faut noter aussi que les pays arabes, par exemple, ont développé depuis 1973 un système d'aide en faveur des pays du tiers-monde. Chaque pays arabe (en particulier, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Emirats, sont les plus grands pays pétroliers) a créé une structure d'aide au développement, alimentée par les surplus des pétrodollars. Cette aide a suppléé à la carence constatée des pays développés dans ce domaine. En effet, les pays arabes doivent tenir compte de leur appartenance au tiers-monde, ce qui implique une certaine solidarité sur le plan économique et financier. En outre, cela convient aux intérêts stratégiques des pays développés qui se voient ainsi allégés d'une part importante de l'aide qu'ils accordaient aux pays pauvres. Sur le plan politique, l'avantage qu'ils en retirent est un certain statu quo politique et le maintien des alliances. Ainsi, de manière détournée, les pays arabes contribuent efficacement au renforcement de l'influence de l'Occident et à la consolidation de son hégémonisme sans aucune contrepartie d'ordre politique ou économique comme l'atteste, par exemple, la persistance des conflits au Proche-Orient.

Les causes principales qui expliquent la genèse de la dette des pays en voie de développement sont donc claires. La stratégie de transfert de la crise, la dégradation permanente des termes de l'échange, les manipulations du billet vert américain, la politique monétaire (la détermination des taux d'intérêt surtout) des pays créanciers d'une part, et les objectifs de la politique économique et commerciale des pays développés, d'autre part, ont plus que tout autre conduit à la spirale de l'endettement du tiers-monde. L'année 1986 constitue un tournant car le flux financier s'est inversé puisque les pays en voie de développement ont transféré environ 100 milliards de dollars vers les pays développés qui représentent surtout le service de la dette et aussi les gains nés de la dégradation des termes de l'échange et de la baisse concomitante du prix des matières premières et de la monnaie de facturation qu'est le dollar.

Des économistes distingués tentent de justifier l'endettement du tiers-monde en occultant la stratégie des pays développés telle que décrite ci-dessous. En ignorant une telle donnée, leurs analyses sont forcément partiales et partielles car elles manquent de rigueur en niant toute responsabilité des pays créanciers dans la crise de la dette du tiers-monde. Une telle attitude accroît, en

outre, les tensions sur le plan international en poussant les pays développés à défendre des positions rigides. Ces mêmes économistes s'évertuent donc à démontrer que c'est l'insuffisance de l'épargne interne qui a poussé les pays endettés à recourir à l'emprunt extérieur pour trouver les ressources financières additionnelles afin de financer leur développement. Cette assertion demande à être sérieusement revue.

D'abord, les banques privées ne s'aventurent guère à financer des projets d'infrastructures liés directement au développement. En général, ce sont les fonds d'origine publique ou provenant des organisations internationales qui sont sollicités. Pourquoi? La raison est simple; les banques privées internationales ne financent que des projets rentables (ou supposés l'être) selon des critères occidentaux (commercialité de l'opération, financement des exportations de matériel de pays développés, etc.). La construction d'une route, d'un hôpital ou d'une université ne les intéresse pas tellement par rapport à des projets rentables et présentant peu de risques.

Par contre, les banques ne se privent pas d'intervenir dans des opérations qui, de manière directe ou indirecte, concourent à favoriser l'insertion dans la division internationale du travail. Ainsi, par exemple, l'Algérie a été l'objet d'une méfiance incontestable, pour ses options politiques et économiques, de la part du marché international privé des capitaux et des organisations internationales (BIRD, FMI, etc.) jusqu'aux années 70. Le processus de son endettement a commencé avec la signature d'importants contrats de livraison de gaz à l'Europe, en général, et aux Etats-Unis (contrats gigantesques avec El Paso), en particulier. Donc, à partir du moment où ce pays a accepté de satisfaire les besoins énergétiques de l'Occident, surtout dans la conjoncture des années 70 (revalorisation du prix des hydrocarbures, inquiétudes des pays consommateurs développés face à la puissance de l'OPEP, etc.) et de poser les jalons d'une intégration, à terme dans la division internationale du travail, il a pu compter sur la disponibilité de financements internationaux (banques privées, BIRD, etc.). Ces financements lui ont permis de construire des usines de liquéfaction de gaz naturel, des gazoducs et d'acheter des méthaniers dont l'effet de diffusion sur l'économie nationale est discutable mais qui ont accru l'encours de la dette extérieure de manière inquiétante. Tous ces investissements ont été réalisés pour honorer la vente de gaz aux pays consommateurs développés. Les investissements qui se chiffrent par plusieurs milliards de dollars ont été supportés par l'Algérie. A cela, il faut ajouter qu'à partir du moment où ce pays a bénéficié de la confiance du marché, il a été encouragé dans sa politique d'endettement pour financer un ambitieux projet de développement (cet objectif correspond parfaitement à la stratégie de transfert de la crise telle que décrite ci-dessous).

Le cas de l'Algérie n'est pas isolé et Richard W. Lombardi cite un exemple similaire dans son ouvrage : « Dans le cas de la Côte d'Ivoire, par exemple, des programmes bilatéraux de garantie des crédits à l'exportation proposés par des pays membres de l'OCDE permirent non seulement de mener à bien un projet (plantation et raffinerie de sucre d'une valeur de 60 millions de dollars) découragé par le groupe de la Banque mondiale, mais aussi de poursuivre et de financer cinq autres projets, la Belgique, le Canada, la Hollande et les Etats-Unis en parrainant chacun un, et la France, principal partenaire commercial du pays, deux. Les Canadiens se partagèrent le marché avec les Britanniques par des accords de sous-traitance ; les Belges avec les Autrichiens, les Hollandais avec les Allemands ; et les Etats-Unis avec personne. Les Français apportèrent leur appui à deux groupes exportateurs de l'industrie agro-alimentaire. Le coût total du programme sucrier de la Côte d'Ivoire (pays de huit millions d'habitants) excéda 1 milliard de dollars. Au départ, à la fin des années 70, le coût de production d'une livre de sucre était, en moyenne, supérieur de près de 300 % au cours du marché mondial. Quoiqu'il en soit, les dépenses d'équipement dépassèrent les estimations initiales d'une marge comprise entre 200 % et 300 %. L'ensemble du programme sucrier, des premières études de faisabilité aux premiers versements d'intérêt pour les acomptes et les commissions de gestion, furent financés par emprunts, c'est-à-dire au moyen de tout un assortiment de crédits à l'exportation et de prêts consentis par des banques commerciales associées». (26)

Ces deux exemples ne sont pas isolés. L'intégration imposée au marché international, se traduit aussi bien pour l'Algérie que pour la Côte d'Ivoire, par un recours croissant à l'endettement international. L'objectif étant de satisfaire une aléatoire demande externe, miroitée par les hommes d'affaires et les banquiers. Le constat a posteriori est cinglant : la Côte d'Ivoire n'exporte pas de sucre et se trouva, dès 1989, en état de cessation de paiement avec, pour remède, un programme d'ajustement des plus rigoureux, conçu sous l'égide du FMI.

Quant à l'Algérie, chacun sait les déboires qu'elle a eus, non seulement avec El-Paso (rupture de contrats qui portaient sur la vente de dizaines de milliards de m³ par an) mais aussi et, par ricochet, avec les autres partenaires (France, Espagne, Belgique surtout). Lors du Congrès du Parti FLN qui s'est tenu en 1980, il a été constaté une relation inquiétante entre la pétrolisation excessive de l'économie algérienne et l'endettement croissant. Par conséquent, il a été décidé, dans l'une des résolutions de ce congrès, de limiter cette pétrolisation, d'une part, et de ne plus recourir à l'emprunt extérieur, d'autre part. Au cours de la même année, le ministre algérien de l'Energie et des Industries pétrochimiques esquaissa, dans une interview au journal français «Le Monde» (du 5/5/80), les contours de la future politique énergétique du pays en

ces termes : «L'Algérie, je vous le rappelle, s'est lancée dans l'aventure du gaz naturel liquéfié à la fin des années 60. Cela nous a coûté des milliards de dollars, car nous avons «essuyé les plâtres» d'une technologie balbutiante. Aujourd'hui, je vous le dis franchement, si j'exporte du GNL, c'est pour honorer la signature de mon pays ... Je vous répète que l'Algérie est prête, s'il le faut, à mettre un terme à l'aventure du GNL. Bien évidemment, nous sommes toujours disposés à vendre du gaz naturel à la France et à l'Europe. Mais plus à n'importe quel prix. Et la solution du gazoduc, tel celui en direction de l'Italie, nous paraît une solution beaucoup plus sage. D'ailleurs, le complexe de liquéfaction GNL 3 n'est pas inscrit au prochain plan quinquennal».

Ce sont là les causes fondamentales de l'endettement du tiers-monde. La crise de la dette a engendré un processus irréversible. En effet, la dette nourrit la dette. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il s'est créé un cercle vicieux où l'on assiste à un phénomène unique où plus on rembourse plus on doit emprunter pour cela et plus la dette augmente. Tous les pays débiteurs ont vu l'encours de leur dette augmenter au fil du temps. C'est l'engrenage. Des théoriciens ont forgé un concept pour désigner cette situation : l'économie d'endettement.

Tous les pays débiteurs du tiers-monde, qu'ils refinancent ou rééchelonnent leurs dettes, se sont endettés plus que par le passé. Le cycle de l'endettement semble se nourrir de lui-même et crée, comme le souligne le professeur Henri Bourguinat, le phénomène de la dette perpétuelle. Il faut parler d'une dynamique de l'engrenage de l'endettement. Pour ce professeur, l'explication provient du fait que : «Il est vrai que la non rupture du circuit international des paiements n'a été jusqu'ici obtenue qu'au prix d'un vaste mouvement de report dans le temps et, par voie de conséquence, d'une extension de l'encours dans la mesure où les échéances moyennes ont été accrues et où une partie substantielle des intérêts a été accrue et couverte par de nouveaux emprunts. Cela révèle bien la nature profonde du processus de l'endettement international tel qu'il a prévalu jusqu'ici. Il s'est constitué en tant que continuum d'opérations dont il est essentiel de ne pas interrompre le cours et qui ne doit pas faire problème tant que de nouveaux prêts peuvent être consentis pour faire face, si nécessaire, à une part du service de la dette. En ce sens, la dette des pays en voie de développement apparaît, pour une bonne part, comme une sorte de dette quasi perpétuelle dont le volume ne peut guère que s'accroître encore avec le temps». (27)

L'endettement des pays du Sud, suscité par la stratégie des pays du Nord pour effacer les effets de la crise qui les secouait et faire redémarrer durablement leurs économies en les modernisant, a permis aux institutions de Bretton Woods, gardiennes de l'ordre monétaire et financier international, de

prendre le relais des banques commerciales et des bailleurs de fonds publics pour le financement de leurs déficits. C'est plus d'une cinquantaine de pays qui devaient donc passer par leurs fourches caudines pour éviter l'étranglement financier et économique. Les rééchelonnements successifs de leurs dettes ont été adossés à des programmes d'ajustement soumis à des conditionnalités de plus en plus drastiques et toujours sous la forme la plus achevée. C'est le concept d'ajustement structurel, thérapie conçue et imposée aux pays débiteurs pour obtenir la fiabilité de la balance des paiements et renouer avec une croissance économique durable. Cette thérapie repose principalement sur la gestion de la demande interne. C'est ainsi qu'un nouveau concept, le PAS, est né pour enrichir le jargon des économistes. C'est certainement aussi le plus galvaudé et le plus connu, même des novices, à cause de sa médiatisation et surtout des passions qu'il déclenche aussi bien par ses adeptes que par ses adversaires.

L'endettement prouve, si besoin est, l'intégration forcée des pays débiteurs dans la mondialisation. Ils y sont intégrés avec des atouts en moins puisque leur devenir économique reste toujours dépendant du bon vouloir des plus puissants. Les réductions des dettes décidées occasionnellement par le G8 en faveur des pays les plus démunis confirment amplement cette assertion. Accordées, selon un savant dosage homéopathique, les réductions n'ont aucun impact déterminant sur la santé financière des pays bénéficiaires.

Que faut-il retenir de la crise de l'énergie de 1973/1974 ? Quels enseignements peut-on en tirer au moment où le monde est confronté, en 2007, à une crise financière suivie d'une récession économique mondiale ? Grosso modo, l'on peut dire que les crises se succèdent et présentent de troublantes similitudes. Il n'y a que le contexte et les causes les ayant engendrées qui changent mais la finalité est identique. Les crises surgissent ou sont provoquées dans les pays développés mais ils arrivent chaque fois à les dépasser en retrouvant une plus grande vigueur. Leurs économies deviennent plus fortes, plus compétitives et plus modernes après la crise, ce qui leur permet de conserver leur prépondérance politique et économique.

La crise de l'énergie le montre amplement. De victimes, ils ont vite repris le dessus grâce à leur contrôle des circuits financiers, économiques, commerciaux et politiques dans le monde. Cette crise constitue à plus d'un titre, un véritable tournant puisqu'elle a contribué à façonner le monde d'aujourd'hui. Les ondes de choc qu'elle a provoquées ont été si fortes et si profondes qu'elles ont laissé des traces indélébiles. Depuis, le prix du baril a toujours été sous haute surveillance.

La crise de l'énergie a, en fin de compte, permis aux pays consommateurs de se moderniser, optant pour des économies d'énergie, de

retrouver le sentier d'une croissance saine et durable et de fragiliser le tiers-monde grâce à des emprunts massifs. Ils ont surmonté la crise en recyclant à leur seul profit les excédents financiers des producteurs de pétrole, d'une part, et en imposant un endettement massif aux pays pauvres déficitaires, d'autre part. Pour cela, ils ont utilisé leur système bancaire privé qui a développé toute une stratégie en vue d'atteindre un double objectif : faire redémarrer les économies des pays développés et enfermer le tiers-monde dans le piège de l'endettement bancaire. Le résultat est fort connu : dix ans après la mise en œuvre de cette stratégie, on a, d'un côté, les pays développés qui sont sortis de la crise et de l'autre, les pays endettés qui s'engouffrent dans la spirale critique de l'endettement. Cette évolution asymétrique montre clairement que la crise a profité aux pays développés. Ils ont renforcé leur emprise sur le reste du monde et infléchi le cours des relations internationales. Fini les revendications du tiers-monde pour l'instauration du nouvel ordre économique international et surtout ils ont précipité tout le bloc socialiste dans la crise. L'effondrement de celui-ci n'était qu'une affaire de temps. Une autre époque allait donc s'ouvrir. Ils ont balisé le terrain pour l'émergence d'un nouvel ordre mondial dont la conception et la finalité ne pouvaient que servir leurs intérêts.

En 2007, le problème du recyclage des excédents financiers des pays pétroliers se pose autrement. Ils sont effectivement bien recyclés mais la crise du système bancaire privé international fait qu'ils demeurent insuffisants pour répondre aux besoins mêmes des pays développés qui se trouvent tous dans une situation déficitaire de leurs finances à cause des plans de relance. L'astuce qui a été trouvée est de les pousser à renflouer le FMI pour qu'il puisse disposer des fonds nécessaires à ses interventions futures. En effet, les pays en voie de développement vont connaître, sans aucun doute, des problèmes de balance des paiements. Les déficits vont se creuser et leur financement est vital pour la stabilité du système monétaire et financier international, faute de quoi une autre crise, tout aussi grave, surgirait et viendrait donc aggraver la récession économique mondiale. C'est donc au FMI, dont c'est la mission, d'éviter cette crise et pour ce faire, il faut qu'il dispose de fonds importants pour venir en aide aux pays déficitaires.

L'on comprend dès lors la présence de l'Arabie Saoudite dans le groupe du G20. Ses excédents financiers sont sollicités pour être mis à la disposition du FMI qui doit veiller à la préservation de l'équilibre financier mondial. Une fois de plus, pour résoudre la crise, les pays développés demandent aux pays en voie de développement excédentaires de mettre la « main à la poche » sinon ils seraient accusés de tous les maux de la planète. D'ailleurs, le Premier ministre anglais a clairement invité, au cours de sa tournée au Proche-Orient, les pays du Golfe à renflouer le FMI pour qu'il puisse assurer une meilleure régulation financière. En 1973-1974, les pays développés ont poussé le secteur bancaire

